

## Présidentielle 2027 : les trajectoires budgétaires des candidats

Ce que les partis chiffrent, et ce qu'ils laissent dans l'ombre

Par France Positive, présidé par Jacques Attali

À sept mois de l'élection présidentielle, sept familles politiques ont rendu publics des éléments de trajectoire budgétaire, à des degrés de précision très inégaux. Cette note en propose une lecture comparée : quel objectif de déficit chacune affiche, sur quel horizon, avec quelles économies et quelles recettes documentées, et où se situent les zones d'ombre qui fragilisent le chiffrage. **Aucun programme ne présente aujourd'hui de trajectoire intégralement chiffrée jusqu'au retour sous les 3 % de déficit prévus par les traités européens.**

L'étalon est connu. La Cour des comptes a posé le cadre en février 2026 : repasser sous le seuil européen suppose un effort de 0,6 point de PIB par an à partir de 2027, soit de l'ordre de 80 Md€ d'ajustement supplémentaire. Même à ce rythme, qu'elle juge déjà ambitieux, la dette ne reviendrait à son niveau de 2025 qu'en 2035. C'est à cette référence que chaque programme est rapporté dans les pages qui suivent.

### I. Vue d'ensemble

| Parti                  | Objectif de déficit                                              | Échéance           | Économies chiffrées                                              | Recettes nouvelles                                          | Principale fragilité                                                       |
|------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Parti socialiste       | Non chiffré ; repère de 3 % du PIB                               | 2032               | 18,5 Md€ par an : exonérations, doublons État et collectivités   | Zucman, IGS, taxe de 15 % sur les bénéfices, taxe numérique | Pas de candidat désigné, pas de trajectoire d'ensemble                     |
| La France insoumise    | Aucune cible chiffrée                                            | Non précisée       | Non chiffrables                                                  | ISF (5 Md€ au moins), Zucman (5 à 25 Md€)                   | Financement des dépenses nouvelles et des nationalisations                 |
| Les Républicains       | Sous 3 %, non atteint dans le chiffrage                          | 2030               | Retraite à 65 ans, 200 000 postes publics, choc fiscal de 40 Md€ | Aucune, par choix : logique d'offre                         | Déficit modélisé à 6,3 % et dette à 131 % en 2030                          |
| Horizons               | 2 % du PIB                                                       | Fin de quinquennat | Santé et retraites désignées, non chiffrées                      | Aucun impôt nouveau ; pacte fiscal neutre de 50 Md€         | 60 Md€ par an de l'effort restent à documenter                             |
| Les Écologistes        | Aucune dans le programme ; 3,7 % dans le plan de sortie de crise | 2030               | 16,6 Md€                                                         | 28,5 Md€, dont Zucman de 15 à 25 Md€                        | Le rendement de la taxe Zucman est contesté du simple au quintuple         |
| Rassemblement national | Sous 3 %, cible de 2,7 %                                         | 5 ans              | 57,3 Md€ de baisses de dépenses                                  | 31 Md€, mais 45 Md€ de baisses d'impôts                     | Effort très inférieur aux 80 Md€ jugés nécessaires par la Cour des comptes |
| Renaissance            | Sous 3 % en 2032, puis équilibre                                 | 2032 et 2037       | 16 Md€ chiffrés sur 120 à 150 Md€ visés sur dix ans              | Aucune hausse d'impôt                                       | Écart considérable entre l'ambition et les mesures documentées             |

Les montants portés en économies et en recettes correspondent aux mesures pour lesquelles un chiffrage propre au programme a pu être identifié. La mention « non chiffré » signale l'absence de données publiques, non l'absence de mesures. Lorsque le chiffre provient d'un tiers et non du parti, le texte le précise.

## II. Programme par programme

### 1. Parti socialiste

Le parti n'a ni candidat ni trajectoire. Il désignera le premier en octobre, à l'occasion de la primaire de la gauche et des écologistes ; la seconde suivra peut-être. Ce qui existe aujourd'hui tient en une série de mesures chiffrées et en une position de principe : le retour sous 3 % en 2027 promis par le gouvernement a été jugé peu crédible, Haut Conseil des finances publiques à l'appui, et lui a été préféré un horizon 2032.

Deux gisements d'économies sont avancés. La suppression des exonérations sociales jugées sans effet sur l'emploi doit rapporter 11 Md€ par an, celle des doublons entre l'État et les collectivités plus de 7,5 Md€. Côté recettes, le socle est fiscal et porte sur le capital : taxe Zucman de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 M€, impôt sur les grandes successions dont le rendement cumulé est annoncé à 400 Md€ sur la période 2025-2040, taxe minimale de 15 % sur les bénéfices des grandes entreprises, relèvement de la taxe sur les services numériques de 3 % à 10 %, taxe de 20 % sur l'importation de terres rares.

#### *Des recettes sans trajectoire*

L'orientation est claire : l'ajustement viendra des recettes plutôt que de la contrainte sur la dépense. Mais tant qu'aucun candidat ne porte ces mesures, elles restent un inventaire. Le chiffrage d'ensemble, déficit et dette, n'existe pas.

### 2. La France insoumise

Le programme pousse la dépense publique à la hausse, moins pour relancer l'activité que pour étendre le périmètre de l'État-providence. La plupart des mesures ne sont pas chiffrées, ce qui interdit toute reconstitution d'une trajectoire.

La plus lourde d'entre elles est la « socialisation » de certaines banques de détail. Racheter une majorité d'actions ne creuserait pas le déficit, ce type d'opération étant comptabilisé comme financier au sens des règles européennes, mais gonflerait la dette publique d'autant : de l'ordre de 90 Md€ pour une nationalisation partielle de la Société générale et de BNP Paribas. Parmi les recettes, seules deux sont chiffrables. Le rétablissement de l'ISF rapporterait au moins 5 Md€. La taxe Zucman se situe entre 5 Md€ selon Philippe Aghion et Xavier Jaravel et 25 Md€ selon Gabriel Zucman. La progressivité de la CSG sur quatorze tranches n'est pas estimable faute d'indication sur l'espacement et les taux.

#### *Un financement qui reste à construire*

Les deux mécanismes censés financer cette expansion posent chacun un problème de faisabilité. Le contrôle des mouvements de capitaux, proposé sans précision, se heurte au besoin structurel de capitaux extérieurs de la France. La réinstauration d'un circuit du Trésor affaibli, sous la forme d'une obligation de détention de titres publics par les banques, soulève une question de constitutionnalité. Le programme désigne donc des ressources sans démontrer qu'elles sont mobilisables.

### 3. Les Républicains

La stratégie de Bruno Retailleau est une politique de l'offre classique : alléger le poids de la dépense publique et le coût du travail pour restaurer la compétitivité, et attendre de la croissance qu'elle fasse le reste. Cinq mesures en forment l'ossature.

## NOTE DE SYNTHÈSE

- Report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, adossé à un pilier de capitalisation
- Choc fiscal de compétitivité de 40 Md€, dont 25 Md€ sur le coût du travail et 15 Md€ sur les impôts de production
- Suppression d'au moins 200 000 emplois publics
- Plafonnement des aides sociales à 70 % du SMIC, au moyen d'un compte social unique
- Fin des 35 heures et défiscalisation des heures supplémentaires

Le parti n'a pas consolidé ces mesures dans un document chiffré. Le seul chiffrage disponible vient de France Budget, laboratoire citoyen indépendant qui applique un modèle uniforme à tous les programmes et a reconstitué les mesures à partir de la presse. À l'horizon 2030, il projette un déficit de 6,3 % du PIB, une dette à 131 %, un chômage à 7,4 % et une croissance moyenne de 1,4 % par an.

### *Le pari de l'offre ne referme pas l'écart*

Les allègements pèsent immédiatement sur les recettes ; les gains d'activité, eux, sont différés et incertains. Dans cette modélisation, le pari ne suffit pas : le déficit reste au-dessus du seuil européen en fin de période, et la dette progresse.

## 4. Horizons

Édouard Philippe n'a livré que des « premières orientations », mais sa cible est la plus nette du panel : ramener le déficit à 2 % du PIB en fin de quinquennat, inscrire une règle d'or dans la Constitution, ne créer aucun impôt nouveau.

L'ordre de grandeur de l'effort se déduit simplement. Le déficit s'établissait à 5,1 % du PIB en 2025, soit 152,5 Md€, pour une dette de 115,6 %. Passer à 2 % représente une amélioration du solde d'environ 92,7 Md€ en fin de quinquennat, soit 0,6 point de PIB par an. C'est exactement le rythme que la Cour des comptes juge déjà ambitieux.

Quatre leviers sont identifiés, dont un seul est chiffré par le candidat.

- Pacte fiscal avec les entreprises : 50 Md€ de baisse des impôts de production contre 50 Md€ d'aides publiques supprimées. L'effet budgétaire net est nul ; le gain recherché est macroéconomique.
- Retraites : allongement de la durée de travail et pilier de capitalisation portant 10 à 15 % des pensions d'ici quinze ans. Aucun chiffrage propre. À titre de comparaison, la réforme de 2023 était évaluée à un effet brut de 17,7 Md€ à l'horizon 2030.
- Santé : « stabilisation » des dépenses, sans définition. Selon l'interprétation retenue, de 20,5 Md€ d'économies en 2032 pour une stabilisation en volume à 55 Md€ pour un gel nominal.
- Dépenses nouvelles déjà identifiées, des réservistes au fonds vert : de 6 à 10 Md€ par an.

### *Une cible nette, des moyens flous*

Tout se joue sur un mot. Selon que « stabiliser » les dépenses de santé signifie contenir leur progression ou les geler en euros courants, l'écart va du simple au triple. Une fois retranchées les dépenses nouvelles et retenu un scénario favorable sur les retraites et la santé, il resterait de l'ordre de 60 Md€ par an à documenter. La cible est plus précise que les moyens de l'atteindre.

## 5. Les Écologistes

Le programme de Marine Tondelier est le plus détaillé du panel sur le plan fiscal, avec soixante-six propositions, et le moins chiffré : aucun rendement, aucune cible de déficit, aucune trajectoire de dette. La seule référence chiffrée reste le plan de sortie de crise du 4 septembre 2025, qui vise 5,2 % de déficit en 2026 et 3,7 % en 2030, sans retour sous les 3 % à cet horizon.

| Contre-budget 2026              | Montant           | Composition                                |
|---------------------------------|-------------------|--------------------------------------------|
| Hausses de recettes             | + 28,5 Md€        | dont taxe Zucman, de 15 à 25 Md€           |
| Baisses de dépenses             | - 16,6 Md€        | aides aux entreprises, niches, médicaments |
| Hausses de dépenses             | + 33,4 Md€        | écologie, social, défense, budget européen |
| <b>Effet net sur le déficit</b> | <b>- 11,7 Md€</b> | <b>soit 5,2 % du PIB en 2026</b>           |

La fragilité est identifiable au premier regard. La taxe Zucman porte à elle seule plus de la moitié du bloc recettes, de 15 à 25 Md€ sur 28,5. Or son rendement est contesté du simple au quintuple : 5 Md€ selon Philippe Aghion et Xavier Jaravel, 20 à 25 Md€ selon Gabriel Zucman. Retenue l'estimation basse, le bouclage ne tient plus.

### *Une rupture doctrinale assumée*

Le programme ne cherche pas à corriger la trajectoire, il conteste l'instrument qui la mesure. Il propose d'abandonner la croissance du PIB comme boussole au profit d'indicateurs sociaux et environnementaux, tout en conservant le PIB comme simple outil technique de prévision budgétaire. La cohérence interne est réelle ; la comparabilité avec les autres programmes ne l'est plus.

## 6. Rassemblement national

Aucun programme présidentiel complet n'a été publié, et la candidature elle-même reste suspendue à une décision de justice : condamnée en appel en juillet 2026, Marine Le Pen a purgé les quinze mois d'inéligibilité ferme prononcés contre elle et peut donc se présenter, mais son pourvoi en cassation est pendant. Les propositions reposent sur le programme de 2022 actualisé et sur le contre-budget 2026 du groupe à l'Assemblée. L'objectif annoncé est un retour sous 3 % de déficit, avec une cible de 2,7 % à cinq ans et un effort cumulé d'environ 100 Md€, soit 20 Md€ par an.

| Contre-budget 2026                | Montant         | Effet                     |
|-----------------------------------|-----------------|---------------------------|
| Baisses de dépenses               | - 57,3 Md€      | économie                  |
| Dépenses nouvelles                | + 7,3 Md€       | coût                      |
| <b>Effet net sur les dépenses</b> | <b>+ 50 Md€</b> | <b>économie nette</b>     |
| Recettes nouvelles                | + 31 Md€        | recette                   |
| Baisses et suppressions d'impôts  | - 45 Md€        | perte                     |
| <b>Effet net sur les recettes</b> | <b>- 14 Md€</b> | <b>perte nette</b>        |
| <b>Solde annoncé par le RN</b>    | <b>+ 36 Md€</b> | <b>économies dégagées</b> |

## NOTE DE SYNTHÈSE

Les principaux postes d'économies sont la baisse de la contribution française à l'Union européenne, 8,7 Md€, la réduction des dotations aux agences et opérateurs, 7,7 Md€, et les mesures relatives à l'immigration, 11,9 Md€ au total. Les recettes nouvelles viennent surtout de la fiscalité financière : taxe sur les rachats d'actions pour 8,4 Md€, impôt sur la fortune financière pour 4 Md€, lutte contre la fraude pour 3,5 Md€. Les baisses d'impôts sont concentrées sur la suppression de la CVAE, de la CFE et de la C3S, 16,2 Md€, et sur la TVA sur l'énergie, 11 Md€.

### *Un glissement libéral rapide, des mesures incertaines*

Le déplacement doctrinal est mesurable. Selon le politologue Gilles Ivaldi, les mesures relevant d'une logique libérale représentent désormais 62 % du projet, contre 42 % en juin 2024 et 21 % en 2022. Plusieurs d'entre elles restent toutefois juridiquement incertaines ou difficiles à exécuter, à commencer par la renégociation de la contribution européenne et les conditions de nationalité attachées aux prestations sociales. Surtout, l'effort annoncé demeure très inférieur aux 80 Md€ d'ajustement que la Cour des comptes juge nécessaires.

## 7. Renaissance

Gabriel Attal affiche l'objectif le plus lointain et le plus contraignant : un déficit sous 3 % avant 2032, l'équilibre en 2037, et une règle d'or éventuellement soumise à référendum. Il chiffre l'effort correspondant entre 120 et 150 Md€ d'économies sur dix ans, dont deux tiers porteraient sur le modèle social.

Trois mesures sont chiffrées à ce jour. La suppression de 100 000 postes de fonctionnaires, obtenue par départs volontaires et non-remplacements, doit rapporter 7 Md€. Le gel des prestations sociales hors petites retraites, l'année blanche prévue en 2028, est estimé à environ 4 Md€ (estimation interne). La réforme de l'assurance chômage doit dégager 5 Md€. Trois autres chantiers sont annoncés sans montant : les retraites, l'indemnisation des arrêts maladie et une réforme territoriale attendue à la rentrée.

### *L'écart entre l'ambition et les mesures*

Aucune hausse d'impôt n'est envisagée, et le candidat entend même revenir sur certaines taxes créées depuis la dissolution et poursuivre la baisse des impôts de production, ce qui pèse du mauvais côté du solde. Face à une ambition de 120 à 150 Md€, seize milliards sont documentés. L'écart reste considérable.

## III. Ce que révèle la comparaison

Aucun parti ne publie de trajectoire complète. Un organisme extérieur l'a fait à leur place : France Budget, laboratoire citoyen indépendant, a passé **les sept programmes** dans un même modèle, fondé sur les données de l'INSEE et sur le budget 2026, avec une méthodologie identique pour tous. C'est le seul point de comparaison homogène qui existe, et il vaut d'être lu pour ce qu'il est : la projection d'un simulateur extérieur, non l'engagement des partis, établie à partir de mesures parfois reconstituées dans la presse lorsque le programme n'était pas consolidé.

| Programme        | Déficit 2030 | Dette 2030 | Chômage | Croissance | Cible affichée   |
|------------------|--------------|------------|---------|------------|------------------|
| Les Écologistes  | 5,8 %        | 128 %      | 7,6 %   | 1,1 %      | 3,7 %            |
| Horizons         | 6,2 %        | 130 %      | 7,3 %   | 1,1 %      | 2 %              |
| Les Républicains | 6,3 %        | 131 %      | 7,4 %   | 1,4 %      | sous 3 %         |
| Renaissance      | 6,8 %        | 132 %      | 6,9 %   | 1,2 %      | sous 3 % en 2032 |

|                        |              |              |       |       |                             |
|------------------------|--------------|--------------|-------|-------|-----------------------------|
| Parti socialiste       | 7,0 %        | 132 %        | 7,6 % | 1,2 % | repère de 3 %               |
| Rassemblement national | 7,3 %        | 133 %        | 7,0 % | 1,0 % | 2,7 %                       |
| La France insoumise    | 8,4 %        | 137 %        | 7,3 % | 1,1 % | aucune                      |
| <b>Rappel 2025</b>     | <b>5,1 %</b> | <b>116 %</b> |       |       | <b>seuil européen : 3 %</b> |

Le résultat est sans ambiguïté. Dans ce cadre commun, **aucun des sept programmes ne ramène le déficit sous 3 % en 2030**, et tous laissent la dette progresser, de 116 % du PIB en 2025 vers une fourchette de 128 à 137 %. L'écart entre les cibles affichées et les trajectoires modélisées va de deux à six points de PIB. Le classement, surtout, ne recoupe pas le clivage doctrinal : les Écologistes obtiennent la trajectoire la moins dégradée, La France insoumise la plus dégradée, et les trois programmes de droite et du centre se tiennent en un demi-point.

Ce brouillage du classement ne signifie pas que les doctrines se valent, mais qu'elles échouent également à tenir leur promesse. Le clivage, lui, reste net. À gauche, l'ajustement vient des recettes, et principalement de la fiscalité du capital et des successions. À droite, il vient de la dépense et du coût du travail. Le Rassemblement national, longtemps inclassable sur ce terrain, a rejoint le second camp. Mais aucune des deux doctrines n'est allée jusqu'au bout de sa propre logique : la gauche ne dit pas ce qu'elle fera si ses recettes ne rentrent pas, la droite ne dit pas quelles dépenses elle coupera au-delà des effectifs publics.

Une même mesure fragilise trois programmes. La taxe Zucman figure chez le Parti socialiste, à La France insoumise et chez les Écologistes. Son rendement fait l'objet d'un désaccord frontal entre économistes, de 5 à 25 Md€. Chez les Écologistes, elle porte plus de la moitié du bloc recettes. Le bouclage de plusieurs trajectoires dépend donc d'un chiffre que personne ne sait établir.

Les deux principaux gisements d'économies sont nommés mais jamais chiffrés. Les retraites et la santé sont désignées par Les Républicains comme par Horizons comme les leviers structurels déterminants. Aucun des deux ne dit de combien, ni pour qui. C'est précisément là que se situent les arbitrages politiquement coûteux.

Enfin, l'écart entre les promesses et les projections est du même ordre partout. Horizons vise 2 % et son programme est modélisé à 6,2 %. Renaissance vise moins de 3 % en 2032 et se situe à 6,8 % dès 2030. Le Rassemblement national annonce 2,7 % à cinq ans et ressort à 7,3 %. Les Écologistes se fixent 3,7 % et obtiennent 5,8 %, soit le moindre écart du panel, parce qu'ils sont les seuls à ne pas promettre le retour sous le seuil. Aucun programme n'atteint, dans son propre chiffrage vérifiable, les 80 Md€ d'ajustement que la Cour des comptes juge nécessaires.

## IV. Conclusion

Le débat budgétaire de cette campagne oppose des doctrines, pas des trajectoires. Chacun sait nommer l'instrument qu'il privilégie, la fiscalité du capital ou la baisse de la dépense, et chacun s'arrête au seuil de la question suivante : qui paiera, et combien.

Le vrai partage ne passe donc pas entre la gauche et la droite. Il passe entre les programmes qui acceptent de désigner ceux qui supporteront l'ajustement et ceux qui s'en dispensent. Sur ce critère, le classement diffère sensiblement du clivage habituel. Le Rassemblement national et Les Républicains nomment des perdants, respectivement les bénéficiaires de prestations sous condition de nationalité et les agents publics. Les

## NOTE DE SYNTHÈSE

Écologistes et La France insoumise en nomment aussi, mais du côté des patrimoines, en s'appuyant sur un rendement que les économistes ne savent pas établir. Horizons et Renaissance, qui affichent les cibles les plus exigeantes, sont ceux qui en disent le moins sur les moyens.

À sept mois du scrutin, le risque n'est pas qu'une trajectoire l'emporte sur une autre. Il est qu'aucune ne soit assez documentée pour être tenue.

---

*Note établie à partir des programmes publiés, des contre-budgets partisans et des travaux de la Cour des comptes, de l'INSEE, de l'Institut Montaigne, du Sénat, de France Budget et du CEVIPOF. Les montants relatifs aux Écologistes et au Rassemblement national reprennent les seuls agrégats rendus publics par ces partis.*